



MOUVEMENT CITOYEN

COMMUNIQUE 22 juin 2010

VIOLENTE REPRESSION POLICIERE ET MILITAIRE

3 MORTS (VICTIMES CIVILES) A LOME LE 22 JUIN 2010

LE PRIX DU MEPRIS !

Face à la cristallisation de la colère sociale dans un contexte de grève des transporteurs (taxis, taxi motos notamment) et prochainement du personnel hospitalier, quasiment tous les quartiers de Lomé sont en émeute. Une pluie de gaz lacrymogènes s'abat sur les manifestants à l'heure actuelle, et la tension est très vive. Des jeunes en furie font face aux forces de sécurité et le bilan de ces manifestations spontanées à l'heure actuelle est de 3 morts que nous déplorons parmi les civils.

Vu la violence policière connue de nos forces de sécurité, le pire est à craindre pour la suite en matière de respect des droits humains alors même qu'il est procédé à des arrestations de manifestants. La situation explosive à Lomé interpelle l'opinion internationale et les organisations de défense des droits de l'homme afin qu'elles usent sans délai de leur influence pour réclamer une enquête internationale sur ces événements sanglants, et prévenir de nouvelles violations massives des droits humains dans le contexte postélectoral actuel très tendu au Togo.

En superposant un aspect social et économique, nettement chargé de symbolique, la journée du 22 juin 2010 avec le sang de nos compatriotes tombés au nom de la Liberté et de la Dignité, marque donc un tournant majeur dans la grave crise politique issue de l'élection présidentielle du 4 mars 2010, et dans le combat pour l'exigence de vérité des urnes et des comptes, mené depuis bientôt quatre mois par des filles et fils du Togo, de plus en plus nombreux à travers tout le pays.

Rien ne justifie une telle barbarie meurtrière à l'égard de manifestants aux mains nues, qui ne réclament que leur droit à plus d'humanité face à une prévarication sans nom des ressources du pays ! Absolument rien ne peut consoler la douleur de tout un peuple meurtri par le mépris de ses gouvernants qui contre toute vérité des comptes publics, oppose une hausse difficilement défendable des prix des produits de première nécessité ! Les événements tragiques de ce jour ne sont que des révélateurs par excellence de l'indicible détresse d'un peuple à bout de souffle. Il s'agit bien de l'éclatante preuve du prix du mépris du peuple togolais par Faure GNASSINGBE et affidés ! **Nous nous inclinons devant la mémoire de nos victimes et prenons l'engagement résolu de leur faire justice.**

Nul doute que ces événements ne sont guère sans lien avec l'autisme politique du pouvoir usurpé en place à Lomé ! C'est aujourd'hui en effet que devait se tenir à huis clos, devant le Tribunal de Première Instance de Lomé, l'audience contradictoire devant statuer sur l'interdiction définitive ou non du Parti politique Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS). Un procès au motif fallacieux contre lequel des milliers de togolaises et togolais se mobilisent depuis

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



MOUVEMENT CITOYEN

des semaines et crient avec furie leur droit inaliénable à la liberté d'expression politique nonobstant toutes les mesures coercitives déployées par le régime autiste de Faure GNASSINGBE.

Ce fut peine perdue ! Ce mardi 22 juin, malgré un déploiement de forces de l'ordre trois fois plus important que la 15 juin, les combattants de la liberté avaient répondu encore plus nombreux à l'appel lancé samedi dernier par Agbéyomé KODJO et Jean-Pierre FABRE, le FRAC, le CVU et de nombreuses organisations de la société civile, à venir soutenir l'exigence de liberté d'expression politique au Togo !

Mais ce que n'avait pas prévu le pouvoir, c'est que la contestation populaire qui s'exprime tous les samedis au Togo, depuis la dernière élection présidentielle pour exiger la vérité des urnes et des comptes, allait revêtir le caractère social et économique qu'il a été incapable d'anticiper.

Ce même 22 juin, le SYNPHOT (Syndicat des personnels hospitaliers du Togo) a déposé un préavis de grève, pour réclamer au gouvernement HOUNGBO II, les 4 engagements majeurs que le gouvernement HOUNGBO I avait pris à l'égard des personnels hospitaliers, dans un « mémorandum » signé avec 5 syndicats le 18 décembre 2008 à Atakpamé.

Le SYNPHOT explique aujourd'hui qu'après plus de 18 mois : *« aucun des 4 principaux points évoqués n'est totalement satisfait et 950 agents attendent toujours leur dû. « Les accords d'Atakpamé étaient simplement destinés à flouer le corps de la santé et à casser l'élan pris par notre action syndicale ».*

A ce mouvement des personnels hospitaliers, est venu se greffer, ce même 22 juin une action spontanée des taxis et taxis-motos (ZEMIDJAN), dans l'ensemble de la ville de Lomé, pour protester contre l'augmentation exponentielle des prix des carburants décidée le 18 juin par le gouvernement avec prise d'effet immédiate dès le 19 juin, dont l'augmentation varie de + **12,6%** pour le super sans plomb, à + **13,05%** pour le mélange deux temps, et explose à + **27 %** pour le pétrole lampant, rendant quasiment impossible l'activité des taxis-motos, compte tenu de leurs niveaux de revenus, qui reste la question centrale au cœur du marasme économique auquel est confronté le pays, du fait de l'incurie de la gouvernance politique actuelle.

La gouvernance HOUNGBO II débute sous les plus mauvais auspices, mais ne constitue pas une surprise, puisqu'elle n'est en fait que la continuité de la gouvernance désastreuse de Faure GNASSINGBE et des divers gouvernements qui se sont succédé sous sa présidence depuis 2005.

Plus clairement, cette nouvelle partie de bras de fer hélas meurtrière entre le gouvernement et le Peuple togolais, illustre parfaitement ce que nous ne cessons de dénoncer, à savoir qu'on ne peut pas faire confiance à un Président et à un gouvernement qui ne respectent pas leurs engagements écrits et signés. Elle illustre aussi l'échec patent de la tentative d'étouffement de la contestation populaire articulée autour de la vérité des urnes et des comptes publics, nonobstant l'entrée tant claironnée de Gilchrist OLYMPIO et de ses proches au fameux Gouvernement de Large Ouverture et de Grandes Compétences (GLOC) !

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

MOUVEMENT CITOYEN

En ce sens la grave crise politique qui secoue le Togo aujourd'hui est d'abord et avant tout une crise de confiance entre les citoyens et des gouvernants que, de surcroît, ils n'ont pas choisis.

Nous soutenons sans réserve tous les travailleurs de ce pays, qui luttent pour faire respecter leurs droits, en exigeant leur dû et une gouvernance qui les respecte, qu'ils soient personnels hospitaliers, taxis ou taxis-motos, ou de tout autre secteur d'activité.

Sous le triple aspect politique, social et économique, cette situation de crise qui ne cesse de s'amplifier, démontre à tous ceux qui pouvaient douter encore, tant au Togo qu'au sein de la Communauté internationale, qu'on ne peut bâtir dans le contexte actuel une société de confiance.

La preuve vient d'être faite une nouvelle fois que la solution à la grave crise politique du Togo n'est pas un gouvernement d'union, mais bien un gouvernement de transition à terme et à mandat précis, auquel seront parties prenantes tous les partis ayant pris part au scrutin présidentiel du 4 mars 2010.

En fait, la lutte sociale des personnels hospitaliers ou des taxis et taxis-motos, rejoint sur les motivations de fond la lutte que mène semaine après semaine une immense majorité de filles et de fils du Togo tout entier, pour la vérité des urnes et des comptes. Car c'est sur la seule Vérité des Comptes que peut être bâtie une politique nouvelle de justice sociale qui puisse commencer à satisfaire les besoins des populations et de tous les travailleurs du Togo !

Pour l'ensemble de ces raisons, nous appelons tous les travailleurs et tous les corps sociaux à rejoindre sans réserve la résistance citoyenne !

En avant la Résistance citoyenne, et que Dieu bénisse le Togo !

Lomé, le 22 juin 2010

Agbéyomé KODJO

Coordinateur Provisoire
Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU).



Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org